

Belgium-Seraing: Surveillance and security systems and devices

OJ S 241/2019 13/12/2019

Contract notice

Supplies

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Centrale de services à domicile — Réseau Solidaris

Postal address: Rue de la Boverie 379

Town: Seraing

NUTS code: BE33 Prov. Liège

Postal code: 4100

Country: Belgium

Contact person: Mme Catherine Suarez — Fernandez

E-mail: catherine.suarezfernandez@solidaris.be

Telephone: +32 42424859

Internet address(es):Main address: www.solidaris-liege.be**I.3. Communication**The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/3/19Z/2019>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://eten.publicprocurement.be>**I.4. Type of the contracting authority**

Other type: Autre

I.5. Main activity

Health

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement**II.1.1. Title**

Marché public télévigilance

Reference number: CSC_2019_01 TELEVIGILANCE

II.1.2. Main CPV code

35120000 Surveillance and security systems and devices

II.1.3. Type of contract

Supplies

II.1.4. Short description

Marché public télévigilance.

Lieux de livraison: Centrale de services à domicile — Réseau Solidaris, Rue de la Boverie 379 à 4100 Seraing.

Le marché est divisé en lots comme suit:

Lot 1 — appareils et accessoires de télévigilance.

La télévigilance est un des services de maintien à domicile de la CSD. Il permet au bénéficiaire de disposer d'une assistance 24 h/24 et 7 j/7 et de continuer ainsi à vivre au domicile en toute sérénité.

En cas de chute, de problème de santé ou d'autre nature (intrusion, incendie...), et en actionnant le système via un émetteur sous forme de collier ou de bracelet, le bénéficiaire entre directement en contact avec un de nos opérateurs qui fait appel aux secours nécessaires en fonction de la nature de l'urgence (l'ambulance, la police, les pompiers, un membre de la famille...).

En cas de chutes fréquentes, nous pouvons l'équiper d'un détecteur de chute discret, qui envoie automatiquement un... (voir documents du marché).

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: yes

Tenders may be submitted for all lots

II.2. Description

II.2.1. Title

Lot 1 — appareils et accessoires de télévigilance

Lot No: 1

II.2.2. Additional CPV code(s)

35120000 Surveillance and security systems and devices

II.2.3. Place of performance

NUTS code: BE33 Prov. Liège

Main site or place of performance: Centrale de services à domicile — Réseau Solidaris, Rue de la Boverie 379 à 4100 Seraing.

II.2.4. Description of the procurement

La télévigilance est un des services de maintien à domicile de la CSD. Il permet au bénéficiaire de disposer d'une assistance 24 h/24 et 7 j/7 et de continuer ainsi à vivre au domicile en toute sérénité.

En cas de chute, de problème de santé ou d'autre nature (intrusion, incendie...), et en actionnant le système via un émetteur sous forme de collier ou de bracelet, le bénéficiaire entre directement en contact avec un de nos opérateurs qui fait appel aux secours nécessaires en fonction de la nature de l'urgence (l'ambulance, la police, les pompiers, un membre de la famille...).

En cas de chutes fréquentes, nous pouvons l'équiper d'un détecteur de chute discret, qui envoie automatiquement un appel à la centrale de secours.

Nous disposons aussi de toute une série de capteurs qui pourront sécuriser au maximum l'environnement vital du bénéficiaire.

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Quality criterion - Name: Qualité du matériel proposé, caractéristiques et fonctionnalités /

Weighting: 20

Quality criterion - Name: Service Level Agreement (SLA) / Weighting: 10

Quality criterion - Name: Homogénéité de la solution / Weighting: 10

Price - Weighting: 60

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 12

This contract is subject to renewal: yes

Description of renewals:

Non spécifié.

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

II.2. Description

II.2.1. Title

Lot 2 — serrure connectée

Lot No: 2

II.2.2. Additional CPV code(s)

35120000 Surveillance and security systems and devices

II.2.3. Place of performance

NUTS code: BE33 Prov. Liège

Main site or place of performance: Centrale de services à domicile — Réseau Solidaris, Rue de la Boverie 379 à 4100 Seraing.

II.2.4. Description of the procurement

Dans la cadre du maintien au domicile de ses bénéficiaires, la CSD souhaite acquérir un système de serrure sécurisée permettant aux personne autorisées d'entrée dans le domicile tout en garantissant la sécurité de celui-ci. Le but de ce système est de remplacer «les boîtes à clés avec code».

Le dispositif doit s'installer sur la porte du bénéficiaire, celui-ci permet l'accès à l'habitation du bénéficiaire via une application smart phone sécurisée.

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Quality criterion - Name: Qualité du matériel proposé, caractéristiques et fonctionnalités /

Weighting: 25

Quality criterion - Name: Service Level Agreement (SLA) / Weighting: 15

Price - Weighting: 60

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 12

This contract is subject to renewal: yes

Description of renewals:

Non spécifié.

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: yes

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

II.2. Description

II.2.1. Title

Lot 3 — logiciel de centrale d'appel

Lot No: 3

II.2.2. Additional CPV code(s)

35120000 Surveillance and security systems and devices

II.2.3. Place of performance

NUTS code: BE33 Prov. Liège

Main site or place of performance: Centrale de services à domicile — Réseau Solidaris, Rue de la Boverie 379 à 4100 Seraing.

II.2.4. Description of the procurement

La CSD de Liège souhaite acquérir un système nouvelle génération qui permette de gérer et de traiter efficacement tous les appels entrants et sortants lié à la télévigilance, ainsi que ceux de la permanence du soir (voir plus loin: point appels de la permanence du soir).

Le logiciel doit s'interfacer à notre centrale téléphonique utilisant la technologie VOIP/SIP, comme voie de communication, ainsi qu'à notre logiciel métier de manière automatique, directe et transparente.

La CSD de Liège gère et traite les dossiers et les appels de ses bénéficiaires ainsi que ceux d'autres partenaires.

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Quality criterion - Name: Service Level Agreement (SLA) / Weighting: 20

Quality criterion - Name: Qualité de la solution proposée, caractéristiques et fonctionnalités / Weighting: 40

Price - Weighting: 40

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 12

This contract is subject to renewal: yes

Description of renewals:

Non spécifié.

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: yes

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Le DUME, par lequel le soumissionnaire déclare qu'il ne se trouve pas dans une des situations d'exclusion visées aux articles 67 à 69 de la loi du 17.6.2016.

Art. 61. Les infractions qui sont prises en considération pour l'application des motifs d'exclusion obligatoires visés à l'article 67, § 1er, de la loi sont les suivantes:

- 1) participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 324 bis du code pénal ou à l'article 2 de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil du 24.10.2008 relative à la lutte contre la criminalité organisée;
- 2) corruption, telle que définie aux articles 246 et 250 du code pénal ou à l'article 3 de la convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne ou à l'article 2.1, de la décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil du 22.7.2003 relative à la lutte contre la corruption dans le secteur privé;
- 3) fraude au sens de l'article 1er de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, approuvée par la loi du 17.2.2002;
- 4) infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes, telles qu'elles sont définies à l'article 137 du code pénal, aux articles 1er ou 3 de la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil du 13.6.2002 relative à la lutte contre le terrorisme, ou incitation à commettre une infraction, complicité ou tentative d'infraction telles qu'elles sont visées à l'article 4 de ladite décision-cadre;
- 5) blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme tels que définis à l'article 5 de la loi du 11.1.1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme ou à l'article 1er de la Directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26.10.2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme;
- 6) travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains définis à l'article 433 quinquies du code pénal ou à l'article 2 de la Directive 2011/36/UE du Parlement européen et

du Conseil du 5.4.2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes et remplaçant la décision-cadre 2002 /629/JAI du Conseil;

7) occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal au sens de l'article 35/7 de la loi du 12.4.1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs ou au sens de la loi du 30.4.1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers.

Art. 62. § 1er. Le candidat ou le soumissionnaire qui ne satisfait pas à ses obligations de paiement de cotisations de sécurité sociale est exclu de la participation à une procédure de passation, conformément à l'article 68 de la loi. Peut néanmoins participer à la procédure, le candidat ou le soumissionnaire qui n'a pas une dette en cotisations supérieure à 3 000 EUR ou qui a obtenu pour cette dette des délais de paiement qu'il respecte strictement.

Conformément à l'article 63 de l'AR du 15.7.2011, le soumissionnaire fournira une attestation dont il résulte qu'il est en règle par rapport à ses obligations fiscales professionnelles (TVA et impôts) selon les dispositions légales du pays où il est établi. L'attestation porte sur la dernière période fiscale écoulée avant la date limite de réception des offres.

2.16.2.3. ONSS.

Le soumissionnaire belge qui emploie du personnel assujetti à la loi du 27.6.1969 révisant l'arrêté-loi du 28.12.1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, doit être en ordre en ce qui concerne ses obligations vis-à-vis de l'Office national de sécurité sociale. Il est considéré comme étant en ordre en ce qui concerne les obliga... (voir documents du marché).

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Le DUME, par lequel l'opérateur économique déclare qu'il satisfait aux critères de sélection suivants:

1) une déclaration concernant le chiffre d'affaires global de l'entreprise et le chiffre d'affaires du domaine d'activités faisant l'objet du marché, portant sur les 3 derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activités de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Minimum level(s) of standards possibly required:

1) le chiffre d'affaires annuel global devra être au minimum de X millions d'EUR (hors TVA) durant l'exercice comptable précédant l'année de la présente soumission et ceci dans le segment concernant le cœur de métier du présent cahier spécial des charges (à savoir la fourniture d'appareils et accessoires de télévigilance, de dispositif de serrure connectée et de la solution de gestion des traitements d'appel qui s'y rapporte).

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

Le DUME, par lequel l'opérateur économique déclare qu'il satisfait aux critères de sélection suivants:

1) pour l'appréciation de la capacité technique des soumissionnaires, une attestation reprenant les équivalents temps pleins dont il (ou le sous-traitant) a disposé pour chacun des trois derniers exercices. Parmi les ETP, le soumissionnaire (ou le sous-traitant) doit posséder au minimum les profils suivants:

— ingénieurs qualifiés dans le domaine informatique et/ou électronique,

— références de projets similaires en termes de fonctionnalités, de configuration et de capacité technique dans les 5 dernières années. À la demande du pouvoir adjudicateur, le soumissionnaire s'engage à transmettre les attestations de satisfaction des références transmises, ou d'autoriser le pouvoir adjudicateur de contacter les références en direct,

— chef de projets.

Minimum level(s) of standards possibly required:

1) le soumissionnaire (ou le sous-traitant) doit pouvoir fournir un document attestant que les personnes qu'il aura désignées pour cette mission sont bien certifiées dans les tâches qu'ils auront à accomplir (gestion de projet, ingénieur VoIP, VMware...). Ces personnes auront un niveau «Senior» ou pourront se prévaloir d'une expérience suffisante dans leur spécialisation.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

Framework agreement with a single operator

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 06/02/2020 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Tender must be valid until: 04/08/2020

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 06/02/2020 Local time: 12:00

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

Visite du site requise:

L'adjudicateur prévoit la visite aux étages concernés par le présent marché.

Ces visites ne sont pas obligatoires mais vivement conseillées.

L'attestation de présence sera remise aux opérateurs économiques le jour de la visite. Les différentes attestations doivent être jointes à l'offre.

Pour prévenir de leur présence aux visites obligatoires, les opérateurs économiques doivent prendre contact par email à l'adresse suivante:

Catherine.suarezfernandez@solidaris.be

En mettant en copie l'adresse suivante: francis.lejeune@solidaris.be

Un bref aperçu de l'objet du marché sera fourni lors de cette séance d'information. Afin d'organiser au mieux cette séance d'information, les opérateurs économiques qui souhaitent y assister sont priés de faire parvenir leurs questions par e-mail à l'adjudicateur au minimum 7 jours ouvrables avant la séance d'information. L'adresse e-mail est la suivante: francis.lejeune@solidaris.be

Il ne sera répondu à aucune question pendant la séance d'information.

Il sera demandé aux personnes présentes de mentionner l'identité de l'entreprise qu'elles représentent ainsi que leur adresse complète sur une liste de présence.

Les offres peuvent uniquement être introduites électroniquement sur le site internet de e-Tendering <https://eten.publicprocurement.be/>

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal de première instance de l'arrondissement de Liège

Town: Liège

Country: Belgium

VI.5. Date of dispatch of this notice

10/12/2019